

Association UDAF 58

47 Boulevard du Pré Plantin
58027 NEVERS

Place de l'Europe
89000 ST-GEORGES-SUR-
BAULCHE

Tél : +33 (0)3 86 48 12 12

www.groupe-etc.fr

**SOCIÉTÉ
DE COMMISSAIRES
AUX COMPTES**
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

**COMMISSAIRES AUX
COMPTES ASSOCIÉS**
Frédéric VAUTRIN
Claude BOULIC
Thierry BISSEON
Sandra FAORO
Stéphane DELZAIVE
Lionel LEBLANC
Laëtitia COURVOISIER
Audrey LECOQUET
Christelle NICOLAS
Marie-Hélène GONCALVES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/12/2025**

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, en date du 3 juin 2025, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association UDAF 58 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association UDAF 58 à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimé ci-dessus, nous attirons votre attention sur la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

SARL ETC AUDIT

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les concours publics et subventions d'exploitation : nous nous sommes assurés du correct enregistrement comptable et du suivi des concours publics et des subventions d'exploitation
- Les comptes usagers : nous nous sommes assurés de l'application des principes comptables concernant le traitement des avoirs des comptes usagers ainsi que la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association UDAF 58 à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre UDAF.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nevers, le 26 mai 2026

Le Commissaire aux comptes

SARL ETC AUDIT

Représentée par Stéphane DELZAIVE



Bilan actif

ASSOC UNION DEPART ASSOCIATIONS FAM

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

ACTIF	Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025			01/01/2024 au 31/12/2024
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilitisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres	62 814.88	62 769.60	45.28	1 635.66
Immobilitisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilitisations corporelles				
Terrains	113 180.00	3 900.00	109 280.00	109 280.00
Constructions	2 137 658.04	1 588 082.61	549 575.43	616 964.90
Installations techn., matériel et outil. ind.	2 357.89	2 357.89		
Autres	335 119.58	276 730.52	58 389.06	48 372.31
Immobilitisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilitisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	2 035.00		2 035.00	2 035.00
Prêts				
Autres				
TOTAL (I)	2 653 165.39	1 933 840.62	719 324.77	778 287.87
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	157 172.41		157 172.41	133 709.39
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	83 935.62		83 935.62	46 971.92
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie	28 427.63		28 427.63	34 679.69
Disponibilités	2 806 705.83		2 806 705.83	2 473 157.07
Charges constatées d'avance	14 730.95		14 730.95	20 901.06
TOTAL (II)	3 090 972.44		3 090 972.44	2 709 419.13
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 744 137.83	1 933 840.62	3 810 297.21	3 487 707.00

- SARL ETC AUDIT -

Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Bilan passif

ASSOC UNION DEPART ASSOCIATIONS FAM

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

PASSIF	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	12 759.08	12 759.08
Fonds propres complémentaires	151.26	151.26
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	575 463.00	575 463.00
Autres		
Report à nouveau	1 706 806.57	1 549 035.00
Excédent ou déficit de l'exercice	264 614.57	157 771.57
<i>Situation nette (sous total)</i>	2 559 794.48	2 295 179.91
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	2 398.99	
Provisions réglementées	11 654.86	13 895.68
TOTAL (I)	2 573 848.33	2 309 075.59
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	7 200.00	17 200.00
TOTAL (II)	7 200.00	17 200.00
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	30 000.00	30 000.00
TOTAL (III)	30 000.00	30 000.00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	474 533.85	540 662.31
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72 011.98	90 873.25
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	482 127.86	431 982.72
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	87 201.19	67 873.13
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	83 374.00	40.00
TOTAL (IV)	1 199 248.88	1 131 431.41
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 810 297.21	3 487 707.00

- SARL ETC AUDIT -

Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Compte de résultat

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
0 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

ASSOC UNION DEPART ASSOCIATIONS FAM

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Du 01/01/25 au 31/12/25	Du 01/01/24 au 31/12/24	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	1 302.50	1 559.00	-256.50	-16.45
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de service	141 847.20	159 858.80	-18 011.60	-11.27
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	3 959 303.64	3 829 654.93	129 648.71	3.39
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats	60 983.00		60 983.00	
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortis, dépr., prov. et transf. charges		41 462.70	-41 462.70	-100.00
Utilisations des fonds dédiés	10 000.00		10 000.00	
Autres produits	3 493.50	147 986.06	-144 492.56	-97.64
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	4 176 929.84	4 180 521.49	-3 591.65	-0.09
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	501 498.87	521 212.51	-19 713.64	-3.78
Aides financières	14 031.62	14 064.06	-32.44	-0.23
Impôts, taxes et versements assimilés	262 583.24	267 033.72	-4 450.48	-1.67
Salaires et traitements	2 197 737.92	2 162 176.93	35 560.99	1.64
Charges sociales	833 710.14	808 472.83	25 237.31	3.12
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	103 987.45	112 768.96	-8 781.51	-7.79
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	11 537.91	151 545.32	-140 007.41	-92.39
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 925 087.15	4 037 274.33	-112 187.18	-2.78
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	251 842.69	143 247.16	108 595.53	75.81
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	26 632.22	36 117.51	-9 485.29	-26.26
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de VMP				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	26 632.22	36 117.51	-9 485.29	-26.26
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
Intérêts et charges assimilées	9 654.96	10 849.33	-1 194.37	-11.01
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de VMP				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	9 654.96	10 849.33	-1 194.37	-11.01
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	16 977.26	25 268.18	-8 290.92	-32.81
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	268 819.95	168 515.34	100 304.61	59.52

Compte de résultat

ASSOC UNION DEPART ASSOCIATIONS FAM

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Du 01/01/25 au 31/12/25	Du 01/01/24 au 31/12/24	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	43.74	554.28	-510.54	-92.11
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 240.82	2 567.54	-326.72	-12.73
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	2 284.56	3 121.82	-837.26	-26.82
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	170.03		170.03	
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.	366.91		366.91	
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	536.94		536.94	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 747.62	3 121.82	-1 374.20	-44.02
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	5 953.00	13 865.59	-7 912.59	-57.07
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	4 205 846.62	4 219 760.82	-13 914.20	-0.33
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 941 232.05	4 061 989.25	-120 757.20	-2.97
EXCÉDENT OU DÉFICIT	264 614.57	157 771.57	106 843.00	67.72
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat	28 761.48	54 496.37	-25 734.89	-47.22
TOTAL	28 761.48	54 496.37	-25 734.89	-47.22
CHARGES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole	28 761.48	54 496.37	-25 734.89	-47.22
TOTAL	28 761.48	54 496.37	-25 734.89	-47.22
TOTAL	264 614.57	157 771.57	106 843.00	67.72

- SARL ETC AUDIT -

Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

I - OBJET SOCIAL ET ACTIVITES

1.1. Objet social

L'UDAF a pour objet, sur le plan départemental :

- 1° Conformément aux dispositions de l'article L. 211-3 du code de l'action sociale et des familles, de :
 - a) donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ;
 - b) représenter officiellement auprès des pouvoirs publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune ;
 - c) gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ;
 - d) exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 421-1 du code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal.
- 2° de donner à l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;
- 3° d'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles, (y compris en leur qualité d'usagers et consommatrices de biens et services) ;
- 4° de mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission ;
- 5° de faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial, sans constituer une association familiale au sens de l'article L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles, n'en exercent pas moins une activité utile aux familles ;
- 6° de gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier ;
- 7° d'agir dans tous les domaines de la vie des familles, et notamment, l'enfance et la jeunesse, l'habitat, l'emploi, l'éducation, la protection sociale, l'environnement, la santé, la consommation, l'économie, l'autonomie et la dépendance, le handicap, le développement durable, les médias et les usages numériques.

L'UDAF peut provoquer, à l'intérieur du département, la constitution d'unions locales d'associations familiales, selon les dispositions de l'article L. 211-6 du code de l'action sociale et des familles.

1.2. Activités principales

Les principales activités de l'UDAF de la Nièvre sont :

- Les Mesures Judiciaires de Protection des Majeurs
- Les Mesures Judiciaires d'Aide à la Gestion du Budget Familial
- L'Information et le Soutien aux Tuteurs Familiaux
- Les Mesures d'Accompagnement Social Personnalisée
- Le Point Conseil Budget
- Les actions de soutien à la parentalité
- Animation de la vie associative départementale et organisation d'actions et de services en faveur des familles.

- SAPLETC AUDIT -
Place de l'Europe
80000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

II - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

2.1. Evènements principaux de l'exercice

- Depuis octobre 2004, les comptes individuels remplacent l'ancien "compte pivot".
Pour certaines personnes suivies en MJAGBF (ex-Tutelles aux Prestations Sociales Enfants), un compte a été ouvert au nom de l'UDAF.
Au 31 décembre 2025, ils représentaient 62 mesures pour 24 825.80€.
Ils sont comptabilisés dans l'actif (Comptes financiers Tiers) et le passif (Comptes gérés des tiers) du bilan.

Au 31 décembre 2025, le solde du PPI s'élève à 11 654.86 €.

PPI	Montant restant	Année fin d'amortissement
PPI 2014-2018	1392,97	2033
PPI 2017-2018	0	2024
PPI 2018-2021	156,83	non utilisé
PPI 2019-2022	191,36	non utilisé
PPI 2020-2022	9913,7	2035

11654,86

2.2. Principes, règles et méthodes comptables :

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exercice,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales, d'établissements et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modification des états financiers est applicable depuis le 1er janvier 2025. Les comptes annuels au 31 décembre 2025 ont été établis conformément à ce règlement. Il s'agit de la première année d'application du règlement, qui constitue un changement de méthode comptable. L'application de ce nouveau plan comptable n'a pas d'impact significatif sur la présentation des comptes de la société nécessitant une mention particulière.

2.3. Dérogations, modifications aux principes et méthodes comptables

Aucune dérogation significative aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité ne mérite d'être signalée.

Ce bilan est le bilan global de l'UDAF de la NIEVRE; Il intègre :

- L'Association
- Les Fonds gérés
- Les Fonds sociaux.

III - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

3.1. BILAN ACTIF

3.1.1. Immobilisations incorporelles et corporelles - Mouvements de l'exercice

Voir annexe

3.1.2. Immobilisations incorporelles et corporelles - Amortissements durée

Nature Immobilisations	Mode	Durée
Imm. incorporelles	Linéaire	3 à 5 ans
Immeubles	Linéaire	25 ans
Agencements	Linéaire	5 à 15 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans

3.1.3. Immobilisations incorporelles et corporelles amortissements - Mouvements de l'exercice

Voir annexe

3,2 BILAN PASSIF

3.2.1. Tableau de variation des fonds propres

variation des fonds propres 2025	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	augmentation	diminution ou consommation	A la cloture de l'exercice
	Montant				
fonds propres sans droit de reprise	12 910,34				12 910,34
Fonds propres avec droit de reprise	0,00				0,00
Ecart de réévaluation	0,00				0,00
Réserves	153 881,44				153 881,44
Réserves sous contrôle de tiers financeurs	421 581,56				421 581,56
Reports à nouveau	1 177 529,71		56 177,76	-30 841,66	1 202 865,81
Reports à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	371 505,29		132 435,47		503 940,76
Excédent ou déficit de l'exercice	157 771,57		264 614,57	-157 771,57	264 614,57
Situation nette	2 295 179,91	0,00	453 227,80	-188 613,23	2 559 794,48
Fonds propres consommables	0,00				0,00
Subventions d'investissement	0,00		2 847,00	-448,01	2 398,99
Provisions réglementées	13 895,68			-2 240,82	11 654,86
TOTAL	2 309 075,59	0,00	456 074,80	-191 302,06	2 573 848,33

3.2.2. Provision congés payés

La totalité des congés restants au 31/12/2025 a été provisionnée :
 Le total s'élève à 289 663.15 €

3.2.3. Engagements pris en matière de retraite

Les droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, ne sont pas comptabilisés.

En revanche, un contrat collectif "Indemnités de fin de carrière" a été souscrit le 1er janvier 1999 auprès de LA FEDERATION CONTINENTALE, groupe GENERALI.

Au 31/12/2011, le montant du fonds constitué était soldé.

Début 2007, un nouveau contrat IFC a été ouvert auprès du Crédit Agricole.

Nous n'avons réalisé aucun versement concernant l'année 2025.

Au 31/12/2025, le montant des fonds constitués est de

Organisme	Contrat	Montant	
GENERALI	02604106365	90,11 €	
CREDIT AGRICOLE	9E004898	166 588,75 €	337 665,78 €
CREDIT AGRICOLE	9E007696	170 986,92 €	

Pour information, le montant de la provision charges comprises serait de 319 214.00 € au 31/12/2025.

Les principaux paramètres de ce calcul sont les suivants :

- La convention collective appliquée est la CCN66
- Mortalité : le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles
- L'âge de départ à la retraite est : 65 ans
- Le taux d'évolution des salaires est de 1,00%
- Le taux monétaire est de 2.00 %
- Le taux global de charges patronales est de : 33.96 %
- Le taux global de taxe sur les salaires est de : 8.18 %
- Le taux de Turn over est faible

3.2.4. Dettes financières - Classement par échéance

EMPRUNTS	Total	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Locaux Pré Plantin 2005	273 109,79	51 718,31	216 704,32	4 687,16
Extension locaux 2012	167 480,57	12 572,48	52 879,26	102 028,83
Extension locaux 2016	33 398,39	3 034,00	12 728,76	17 635,63
TOTAL	473 988,75	67 324,79	282 312,34	124 351,62

3.2.5. Crédit bail

Au 31.12.2025, le montant des échéances restant dues sur le contrat de crédit-bail s'élève à 0 € et concerne la location des 6 copieurs se terminant cette année.
 Un nouveau contrat a été signé et démarrera au 01/01/2026 jusqu'au 01/01/2031 pour la valeur de 59 950.80 € et concerne la location de 5 copieurs.

3.3. Informations relatives au compte de résultat

	2025	2024
Institution	58 262,36 €	47 142,15 €
ISTF	1 667,43 €	9 035,61 €
Conventions d'objectifs PCB	1 279,93 €	- 11 910,44 €
Conventions d'objectifs Parentalité	- 693,74 €	- 3 009,17 €
Pôle de Compétence		- €
Mesures Judiciaires d'Aide à la Gestion du Budget Familial	49 253,19 €	66 138,86 €
Mesures Judiciaires à la Protection des Majeurs (MJPM)	155 098,32 €	66 296,61 €
Accompagnement social	- 252,92 €	- 15 922,05 €
Résultat d'ensemble	264 614,57 €	157 771,57 €

Honoraires du commissaire aux comptes :

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 10 200.00 €.

3.4. Effectif au 31 décembre compte tenu des temps d'emploi

	2025	2024
Salariés CDI	64,80	60,60
Salariés CDD	3,26	3,00
Contrats aidés	3,83	1,80
Total	71,89	65,40

IV - ELEMENTS HORS BILAN

- Ouverture en octobre 2004 de comptes individuels ouverts au nom de chaque personne suivie.
Ces comptes "de gestion" remplacent le Compte Pivot.
Au 31 décembre 2025, ils représentaient 5 916 970.01 € contre 6 073 280.58 € au 31/12/2024

5 877 862.97 € pour les MJPM pour 1438 mesures.

39 107.04 € pour les MASP pour 40 mesures

Conformément aux directives de l'UNAF, ces comptes individuels dont le titulaire est le majeur et administrés par l'UDAF sont à inscrire en annexe des comptes annuels et non au bilan.

- Les autres comptes externes et placements des Majeurs Protégés, qui ont commencés à être valorisés en 1997, sont également enregistrés en annexe de la comptabilité.
Au 31 décembre 2024, le montant était de 41 549 695.38 €.
La valorisation au 31 décembre 2025 est de 44 190 319.38 € au 05/05/2026.

AC - Immobilisations
 Dossier : 01 - UDAF DE LA NIEVRE - Périodes de : 01/2025 à 12/2025

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2024	Acquisitions 2025	Cessions 2025	Immobilisations au 31 Décembre 2025	Contrôle immobilisations 2025
Immobilisations incorporelles	116 281,68	4 500,00	57 966,80	62 814,88	116 281,68
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- dont droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	116 281,68	4 500,00	57 966,80	62 814,88	62 814,88
2081000 LICENCES	14 645,91	0,00	5 086,71	9 559,20	9 559,20
2082000 LOGICIELS	101 635,77	4 500,00	52 880,09	53 255,68	53 255,68
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	2 701 879,36	54 077,76	167 641,61	2 588 315,51	2 701 879,36
Terrains	109 280,00	0,00	0,00	109 280,00	109 280,00
2112000 TERRAINS AMENAGES	46 900,00	0,00	0,00	46 900,00	46 900,00
2115000 TERRAINS BATIS	62 380,00	0,00	0,00	62 380,00	62 380,00
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	3 900,00	0,00	0,00	3 900,00	3 900,00
2120000 AGENC. AMENAGT. TERRAIN	3 900,00	0,00	0,00	3 900,00	3 900,00
Constructions	2 127 818,90	9 839,14	0,00	2 137 658,04	2 137 658,04
2131000 BATIMENT	1 502 828,89	0,00	0,00	1 502 828,89	1 502 828,89
2135000 AGENC.AMENAG.DES CONSTRU.	624 990,01	9 839,14	0,00	634 829,15	634 829,15
Installations, matériel et outillage techniques	2 357,89	0,00	0,00	2 357,89	2 357,89
2154000 MATERIEL ET OUTILLAGE	2 357,89	0,00	0,00	2 357,89	2 357,89
Autres immobilisations corporelles	458 522,57	43 364,12	166 767,11	335 119,58	335 119,58
2182000 MATERIEL DE TRANSPORT	20 865,50	0,00	0,00	20 865,50	20 865,50
2183100 MATERIEL DE BUREAU	18 182,78	0,00	288,48	17 894,30	17 894,30
2183200 MATERIEL INFORMATIQUE	255 213,27	34 605,88	164 792,69	125 026,46	125 026,46
2184000 MOBILIER	162 597,82	8 758,24	1 685,94	169 670,12	169 670,12
2188000 IMMOBILIS DIVERSES	1 663,20	0,00	0,00	1 663,20	1 663,20
Immobilisations corporelles en cours	0,00	874,50	874,50	0,00	0,00
2380000 AV ET ACPTES COMM.IMMOB C	0,00	874,50	874,50	0,00	0,00
Immobilisations financières	2 035,00	500,00	500,00	2 035,00	2 035,00
Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	2 035,00	0,00	0,00	2 035,00	2 035,00
2718000 AUTRES TITRES	2 035,00	0,00	0,00	2 035,00	2 035,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	0,00	500,00	500,00	0,00	0,00
2750000 DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	0,00	500,00	500,00	0,00	0,00
TOTAL IMMOBILISATION	2 820 196,04	59 077,76	226 108,41	2 653 165,39	2 653 165,39

AC - Amortissements et dépréciations

Dossier : 01 - UDAF DE LA NIEVRE - Périodes de : 01/2025 à 12/2025

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2024	Dotations 2025	Diminutions 2025	Amortissements et dépréc. au 31/12/2025	Contrôle amortissements 2025
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	114 646,02	6 090,38	57 966,80	62 769,60	114 646,02
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.					
Fonds commercial (établissements privés)					
- dont droit au bail					
Autres immobilisations incorporelles	114 646,02	6 090,38	57 966,80	62 769,60	62 769,60
Immobilisations incorporelles en cours					
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	1 927 262,15	110 820,18	167 011,31	1 871 071,02	1 927 262,15
Terrains					
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	3 900,00			3 900,00	3 900,00
Constructions sur sol propre	1 510 854,00	77 228,61		1 588 082,61	1 588 082,61
Constructions sur sol d'autrui					
Installations, matériel et outillage techniques	2 357,89			2 357,89	2 357,89
Autres immobilisations corporelles	410 150,26	33 591,57	167 011,31	276 730,52	276 730,52
Immobilisations corporelles en cours					
Dépréciations des immobilisations financières					
Participations et créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres					
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	2 041 908,17	116 910,56	224 978,11	1 933 840,62	1 933 840,62